

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 28 mai au 03 juin 2026

**L'Allemagne a échoué à obtenir un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour 2027-2028.** Avec 104 voix, elle a été battue par le Portugal (134) et l'Autriche (131), qui siègeront comme membres non permanents au sein de l'organe le plus puissant des Nations unies. Le ministre des Affaires étrangères Johann Wadepuhl s'était montré optimiste avant le scrutin, multipliant les rendez-vous diplomatiques et mettant en avant le poids économique ainsi que la contribution croissante au système des Nations Unies de l'Allemagne pour soutenir sa candidature. Jürgen Hardt, porte-parole de la CDU/CSU pour les affaires étrangères, a regretté l'échec de la candidature allemande, appelant à une meilleure coordination européenne afin d'éviter des candidatures concurrentes à l'avenir. Il a également assuré que l'Allemagne apporterait tout son soutien au Portugal et à l'Autriche durant leur mandat au Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis la réunification, l'Allemagne avait toujours réussi à obtenir un siège non permanent lorsqu'elle se présentait, et a déjà siégé six fois au Conseil de sécurité, la dernière fois en 2019-2020.

**Lors de sa visite inaugurale à Berlin, le nouveau Premier ministre hongrois, Peter Magyar, a promis de faire de la Hongrie un partenaire « honnête et fiable » de l'Union européenne, après des années de tensions sous Viktor Orbán.** Le chancelier allemand Friedrich Merz a salué son arrivée au pouvoir comme un nouveau départ pour le pays et lui a apporté son soutien pour rapprocher Budapest du cœur du projet européen. Peter Magyar a assuré que son gouvernement ne recourrait plus systématiquement au veto au sein de l'UE. Il maintient toutefois certaines réserves sur l'Ukraine : la Hongrie n'enverra ni armes ni soldats et continuera de bloquer l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE tant que les droits de la minorité hongroise en Ukraine ne seront pas garantis. Il a annoncé vouloir démanteler l'héritage politique laissé par Viktor Orbán et restaurer le fonctionnement des institutions démocratiques.

**Le ministère allemand de la Défense a reconnu une erreur dans la réactivation d'une disposition obligeant les hommes de 18 à 45 ans à obtenir une autorisation avant un séjour de plus de trois mois à l'étranger.** Selon un avis juridique du Bundestag, le ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD), aurait outrepassé ses compétences en suspendant ensuite cette obligation par simple décision administrative, sans base légale suffisante. Face à la polémique, le ministère évoque une « erreur » ou une « imprécision » et assure qu'aucune sanction ne sera appliquée aux personnes concernées. Boris Pistorius a entre-temps proposé une modification de la loi afin que cette obligation ne s'applique qu'en cas de crise ou de conflit armé.

**L'appel du Pape Léon XIV à un encadrement éthique de l'intelligence artificielle, lancé à l'occasion de la présentation de sa première lettre encyclique *Magnifica humanitas*, a trouvé un écho favorable en Allemagne.** Sans rejeter l'IA, le Pape appelle à des règles plus strictes, met en garde contre les risques de déshumanisation et plaide pour un contrôle démocratique plus large de son développement et de ses usages. En Allemagne, le ministre du Numérique, Karsten Wildberger (CDU), estime que l'Europe ne doit pas se limiter à réglementer l'IA, mais aussi à la développer elle-même afin de garantir qu'elle reste au service de l'être humain. Selon lui, une « IA éthique »

européenne est indispensable à la souveraineté démocratique à l'ère numérique. Même tonalité du côté de Bitkom, la principale fédération allemande du numérique. Son président, Ralf Wintergerst, souligne que l'IA peut déjà apporter des bénéfices considérables, notamment dans le domaine de la santé, mais que des limites claires doivent être fixées.

**Lors du Forum économique de l'Allemagne de l'Est à Bad Saarow, le chancelier Friedrich Merz a appelé à davantage d'optimisme face aux difficultés économiques du pays.** Selon lui, l'Allemagne dispose d'atouts majeurs pour renouer avec la croissance, notamment grâce à sa capacité d'innovation, et les meilleures années du pays seraient encore à venir. Il a particulièrement mis en avant le rôle moteur de l'Allemagne de l'Est dans des secteurs stratégiques comme l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, les technologies quantiques ou encore la recherche sur la fusion nucléaire. Le chancelier a également préparé l'opinion aux réformes structurelles que la coalition CDU-SPD souhaite lancer avant l'été, notamment dans les domaines des retraites et de la santé.

**L'Agence fédérale pour l'emploi allemande est confrontée à un déficit bien plus important que prévu en raison de la forte hausse du chômage.** Pour 2026, elle aura besoin de 8,4 milliards d'euros d'aides publiques, soit plus du double des 4 milliards initialement budgétés. La situation s'explique notamment par l'augmentation du nombre de chômeurs et par les licenciements croissants dans l'industrie, où les salariés percevaient des rémunérations élevées, ce qui renchérit le coût des allocations. Selon les projections, le déficit cumulé pourrait atteindre 23,4 milliards d'euros d'ici 2030. Cette dégradation complique encore la préparation du budget du gouvernement de coalition dirigé par le ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD), déjà confronté aux difficultés de financement des systèmes de santé et de retraite. Les organisations patronales se sont déjà exprimées à l'encontre de toute hausse des cotisations chômage.

**Selon un rapport du Paritätischer Wohlfahrtsverband, le plus important regroupement d'organisations sociales allemandes, la pauvreté a atteint en 2025 son niveau le plus élevé en Allemagne depuis 2020.** Environ 13,3 millions de personnes, soit 16,1 % de la population, vivent sous le seuil de pauvreté, une hausse qui marque une deuxième année consécutive de dégradation. Au sein de la coalition gouvernementale, des voix de la CDU ont exprimé leurs réserves face aux projets de réformes sociales actuellement à l'étude. Le plus critique a été Dennis Radtke, chef de l'aile sociale de la CDU, qui a mis en garde son propre camp contre une politique de « démantèlement social », car, selon lui, les réformes prévues dans les domaines des retraites, de la santé, de la dépendance, du marché du travail et de l'État-providence ne doivent pas être guidées par une simple logique d'économies budgétaires.

## PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le Parti libéral-démocrate allemand (FDP) a élu **Wolfgang Kubicki** à sa présidence lors de son congrès fédéral à Berlin. Âgé de 74 ans, il succède à Christian Dürr, qui a démissionné après une série de revers électoraux. Kubicki l'a emporté face à Marie-Agnes Strack-Zimmermann, dont la candidature surprise a mis en lumière les divisions internes du parti. La campagne a notamment été marquée par un débat sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'AfD. Strack-Zimmermann a défendu le maintien d'une stricte « barrière de protection » contre l'extrême droite, tandis que Kubicki s'est montré plus ouvert à des majorités parlementaires ponctuelles incluant l'AfD, tout en excluant toute coopération politique formelle avec ce parti. Avec cette élection, le FDP espère relancer sa reconstruction après son éviction du Bundestag en 2025 et ses récents échecs régionaux. Kubicki entend recentrer le parti sur la défense de l'économie de marché et des libertés individuelles, tout en affichant un objectif d'unité interne.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**60 %**

La ponctualité des trains allemands s'est fortement dégradée au cours des vingt dernières années : en 2025, seuls **60 % des trains longue distance de la Deutsche Bahn arrivaient avec moins de cinq minutes de retard**. Cette situation est devenue un sujet d'embarras national et nourrit les critiques contre l'État. Les experts attribuent cette crise à plusieurs facteurs : un sous-investissement chronique dans les infrastructures ferroviaires, des décennies de rigueur budgétaire, un réseau très dense et saturé, ainsi que le choix historique de faire circuler trains à grande vitesse, trains régionaux et fret sur les mêmes lignes. Le poids de l'industrie automobile dans les priorités politiques allemandes a également freiné le développement du rail. Face à cette situation, le gouvernement fédéral et la Deutsche Bahn ont lancé d'importants programmes de modernisation financés notamment par le fonds spécial de 500 milliards d'euros adopté en 2025.

